

## Contribution 1

**Contribution au débat**

Portée par Régis Godec

[reg.godec@gmail.com](mailto:reg.godec@gmail.com)*Texte non soumis au vote*

Le temps est venu de faire le point sur la séquence politique qui se ferme avec les élections législatives. Cette séquence 2019-2022 devait nous permettre de concrétiser l'émancipation de l'écologie politique en France. Entamée par le résultat prometteur de la campagne des élections européennes, elle se termine par l'échec de la candidature écologiste à l'élection présidentielle et l'inscription dans la coalition politique de la NUPES. Si nous voulons réellement refonder notre parti et réaliser le dépassement et le rassemblement que nous avons inscrit à notre agenda dans la motion approuvée à l'issue du Congrès de Saint-Denis, alors il nous faut avoir le courage de reconnaître notre échec et d'en tirer tous les enseignements.

**Les promesses déçues du Congrès de Saint-Denis**

Tout d'abord, il nous faut reconnaître que nombre des engagements pris par la motion de Saint-Denis beaucoup n'ont pas été véritablement mis en œuvre. En particulier, nous ne sommes pas parvenu à créer la maison commune de l'écologie, nous ne nous sommes pas suffisamment impliqué·e·s dans l'initiative de l'archipel de l'écologie, les réformes annoncées pour améliorer notre fonctionnement, nos travaux thématiques, le fonctionnement du Conseil Politique sont restés lettre morte (Contre-gouvernement, respect des motions, transparence des travaux du BE...). Cette séquence se termine de manière violente avec des négociations sur les circonscriptions menées sans mandat clair du parti, des cooptations de candidat·e·s sans explication aggravant le sentiment de frustration lié au retrait de centaines de nos candidates et candidats et aujourd'hui l'annonce de la création d'un parlement commun à toutes les formations politiques membres de la coalition politique de la NUPES dans lequel notre représentation n'a été décidée dans aucune instance compétente pour le faire.

**L'échec de la présidentielle**

Après la réussite de la primaire des écologistes qui autorisait l'espoir d'un score historique, la campagne présidentielle a été ensuite impactée par des comportements individuels irresponsables, notre message politique a été brouillé, la construction du programme, qui aurait dû être une déclinaison communicante du projet commun au pôle écologiste élaboré dans le cadre de la primaire, ne s'est pas faite en adéquation avec les responsables de commissions. Ces faiblesses structurelles et l'incapacité de nos instances nationales à mettre en œuvre les engagements du Congrès nous ont amené dans la situation de ne pas avoir les moyens de nos ambitions.

Dès le mois de février il était manifeste que nous n'avions pas la capacité militante pour atteindre le second tour de l'élection présidentielle et que nous n'étions pas en situation de créer une dynamique populaire. Enfin, il nous faut reconnaître que nous avons passé beaucoup de temps et d'énergie à tenter de convaincre, de démontrer, de développer des arguments basés sur des faits en espérant que les citoyen·ne·s prendraient le temps de l'analyse, éclairé·e·s par les débats et le travail des journalistes. C'est une conception de la démocratie et du rôle de la délibération collective qui nous honore, mais s'avère totalement inopérante aujourd'hui. Cette élection fut un tumulte sans véritable débat, avec une omniprésence des sondages et des candidatures qui brouillaient les cartes jusqu'au début de la campagne officielle. Par ailleurs, nous avons été desservis par l'appel au "vote utile" à l'union

de la gauche qui a coupé l'élan de notre candidature.

Il faut reconnaître à l'Union Populaire d'avoir su mobiliser des forces militantes autour de sa dynamique, d'avoir su obtenir le soutien et le ralliement de figures de la société civile et d'avoir sélectionné quelques slogans pour émettre des signaux simples en phase avec les préoccupations de l'électorat.

### **La coalition de la NUPES, une nécessité pour la séquence législative**

Face aux règles électorales de la Vème République, nous avons pris nos responsabilités pour mettre sur pied la coalition politique de la NUPES. Il était de notre devoir de réussir cet accord électoral afin d'éviter la possibilité d'une élimination de la grande majorité des candidat·e·s de gauche et écologistes. Cette séquence a également démontré les failles en termes de démocratie interne et la faiblesse du partenariat entre les composantes du Pôle écologiste.

L'expérience de la NUPES permet de remettre au premier plan les éléments communs de programme entre les formations membres et relativiser les divergences. Contrairement à 2017, la France Insoumise a démontré sa capacité à s'éloigner de sa ligne populiste pour mettre sur pied des coalitions politiques. Si cette coalition était indispensable, la personnalisation de la campagne autour de Jean-Luc Mélenchon est préjudiciable au rassemblement. Les initiatives locales et nationales pour créer des instances communes (Parlement) peuvent inquiéter car elles confirment la volonté hégémonique d'absorber notre mouvement dans une structure de type Union Populaire élargie. A ce stade, il semble prématuré d'intégrer un Parlement dont nous n'avons jamais validé les prérogatives, le fonctionnement et la composition. Prenons le temps de construire cet espace de coopération et mettons ce débat à l'ordre du jour pour cet automne.

### **L'écologie politique nécessite une formation politique autonome capable de construire des majorités autour de l'écologie**

Il serait tentant pour certain·e·s de vouloir construire une structure politique durable dans les suites de la coalition des législatives. Mais figer les équilibres sur les bases de la NUPES serait funeste à notre projet de permettre l'autonomie électorale de l'écologie politique, tel que nous aspirons à le faire au sein de la plupart des pays européens, notamment en Allemagne. Si nous sommes parvenus à construire un programme commun pour l'échéance des législatives, nous ne pouvons ignorer les divergences profondes que nous avons avec la France Insoumise sur le projet de société comme sur la méthode pour mettre en œuvre les mesures que nous voulons appliquer. Notre vision de l'Europe fédérale, notre souci de prendre en compte les spécificités des territoires (langues et cultures minorisées), notre rejet du dirigisme d'Etat, notre conscience de la nécessité d'abandonner le mythe de la croissance perpétuelle et surtout notre volonté de révolutionner le rapport au Vivant, ne peuvent être dissous dans une structure politique uniformisée et nécessitent des discussions supplémentaires entre les forces politiques composant la NUPES. Par ailleurs, nous connaissons le goût de nos partenaires pour les structures "gazeuses" au sein desquelles la démocratie interne n'existe pas réellement et les décisions sont prises dans des cénacles autour d'un état-major omniprésent.

### **Une refondation sur les bases de la Maison commune de l'écologie**

Il nous faut nous tourner vers l'avenir. Nous demandons l'application de la motion votée au dernier CF à savoir l'organisation de débats décentralisés sur l'avenir du mouvement et, à l'issue de ces débats, un référendum militant sur le périmètre du dépassement et d'un éventuel Congrès de refondation. Ce Congrès pourrait permettre de rassembler au sein d'une structure commune les partenaires du Pôle Écolo et de concrétiser le projet de Maison

Commune de l'écologie adopté par le Congrès de Saint-Denis. Cette option est la seule capable de préserver l'intégrité de notre parti, son autonomie politique et préfigure la possibilité de construire un pôle de rassemblement autour de l'écologie qui sera le cœur des coalitions futures. Le congrès devra donc réaffirmer une stratégie d'indépendance de l'écologie politique et de rassemblement autour du projet écologiste qui devra avoir, notamment, sa traduction aux prochaines élections européennes.

Le prochain Congrès doit marquer une nouvelle étape dans le dépassement d'EELV et le rassemblement des écologistes pour jeter les bases de ce parti. Cela implique également une réflexion sur les formes de l'engagement politique et notre implantation locale, de repenser notre gouvernance interne, le rôle des motions en interne comme lors des désignations externes, la formation de nos cadres, la désignation de nos candidats. Il nous faut élever le niveau de notre expertise interne en valorisant et en attirant les compétences. Telles sont les tâches que nous devons nous assigner en cultivant notre attachement à notre singularité d'un parti démocratique, décentralisé, pluraliste, ouvert et accueillant la diversité à l'image de notre société. Voilà les conditions de nos réussites futures.

### **Signataires**

Monique Alfonsi Cacciaguera (Corse), Henri Arevalo (Midi-Pyrénées), Christian Caroz (PACA), Fadila Chourfi (Ile de France), Michel Clemente (Réunion), Guillaume Cros (Midi-Pyrénées), Bernard Crozel (Midi-Pyrénées), Didier Dargere (Poitou-Charentes), Pierre Defrance-Jublôt (Midi-Pyrénées), Jean-Marc Denjean (Ile de France), Guillaume Durand (Ile de France), Gérard Gilardi (Languedoc-Roussillon), Régis Godec (Midi-Pyrénées), Bernard Gougis (Limousin), Claire Grover (Ile de France), Maël Guiziou (NPDC), Sophie Handschutter (Midi-Pyrénées), Nicolas Lecoq (Pays de la Loire), Maurice Morel (Rhône-Alpes), Marie-Claude Noël (Aquitaine), Geneviève Payet (La Réunion), Jean-Baptiste Pegeon (Ile de France), Jean-Claude Pradels (Aquitaine), Marie-Cécile Seigle-Vatte (Midi-Pyrénées), Olivier Thouard (Aquitaine), Kathy Vuylsteker (NPDC)

### **Soutiens**

Hervé Agbessi (Ile de France), Jacques Arthuys (Midi-Pyrénées), Nicole Bouilly (Centre), Albert Boyer (Ile de France), Patrick Chaimovitch (Ile de France), Dominique Cloarec (Aquitaine), Denis Delrieu (Ile de France), Gérard Dupouy (Aqu), Marie-Claire Dupouy (Aqu), Jean-François Greze (Aquitaine), Nicole Hibert (Midi-Pyrénées), Margaux Isler (Hors de France), Christian Lammens (Midi-Pyrénées), Patrick Marcotte (Languedoc-Roussillon), Bernard Martin (Bretagne), Myriam Madeline Maugin (Midi-Pyrénées), Jean-Michel Meyre (Aquitaine), Gilbert Poirot (Lorraine), Luc Ronfort (Midi-Pyrénées), Anne Sanders (Midi-Pyrénées), Jean-Marc Tagliaferri (PACA)